



Enseignants, éducateurs et autres professionnels de l'animation... au total, 180 personnes étaient au centre de vacances de la Martégale à Ancelle pour réfléchir à une nouvelle éducation. Pour cela de nombreux ateliers étaient organisés. Photo Le DL/Vincent Ollivier

L'info en + ▶
Le Ceméa,
qu'est-ce que c'est ?



Une fois par an, l'association organise les Rencontres de l'éducation nouvelle. Cette année, elles se tenaient à Ancelle. Photo Le DL/Vincent Ollivier

Créé en 1937, il s'agit d'une structure associative qui regroupe plusieurs associations territoriales indépendantes. Selon le site Internet de l'association, le Ceméa est un "mouvement d'éducation nouvelle, de recherche et d'action" qui prône "une conception des apprentissages par l'activité et le fait que les personnes sont actrices de leur vie et de leur éducation, autrices de leur parcours de vie".

Au-delà de ses recherches, le Ceméa est aussi un organisme de formation. Il dispense par exemple le Bafa (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur). Plus de 3 000 personnes ont été formées par cet organisme en 2022.

Le Ceméa compte 500 salariés et 3 000 bénévoles dans toute la France.

Pas convaincus par la politique du gouvernement

Preuve que la rentrée scolaire approche, le président de la République Emmanuel Macron a profité d'un entretien pour détailler sa vision de l'école. Parmi les éléments qui ont marqué les esprits, sa proposition d'avancer la rentrée au 20 août pour les élèves en difficulté. « Il ne faut pas plus d'école, mais mieux d'école », balaye Laurent Bernardi. Il rappelle « l'importance des vacances collectives » pourvoyeuses d'expériences qui permettent aux enfants de se construire. Dorothee Boulogne complète : « Ce n'est pas la durée des vacances qui compte, mais leur qualité. »

Et le Service national universel (SNU), promu depuis

quelques années par le gouvernement, ne fait pas partie de ce qu'elle appelle des « vacances de qualité ». « Est-ce qu'on était obligé d'inventer le SNU ? », questionne Laurent Bernardi. Selon lui, l'argent alloué à cette initiative pourrait servir à financer d'autres actions déjà existantes, comme les services civiques. Plus encore, il considère que c'est « un retour à l'autorité militaire pour formater la jeunesse », d'autant qu'il a vocation à devenir obligatoire. Dorothee Boulogne questionne aussi : « Ça correspond à ce que cherchent certains adolescents, mais qu'est-ce qui est fait pour tous les autres ? On ne peut pas se dire que

c'est la seule politique pour la jeunesse. »

Émeutes : pas question de blâmer les parents

« On sait que la société ne va pas bien, surtout après le Covid et les émeutes », analyse la présidente. Au sujet de ces dernières, elle refuse que « l'on rejette la faute sur les parents ». Et de détailler : « Un gamin moyen passe un tiers de son temps à l'école, un autre tiers dans des activités périscolaires et le reste avec ses parents, dont le temps où il dort. Il passe finalement peu de temps avec ses parents. »

Laurent Bernardi de proposer une piste : « Ça ne résout pas tout, mais un séjour



Laurent Bernardi et Dorothee Boulogne. Photo Le DL/Vincent Ollivier

collectif de qualité pendant les vacances peut donner envie de passer le Bafa et

donc limiter les chances de brûler des abris de bus. »

● B.L.